

Les 10 ans de l'ALBA (alternative bolivarienne pour les Amériques)
par Luis Britto Garcia (24 novembre 2014)

1

Durant nos guerres d'indépendance, tous les héros formulèrent des projets d'unité latino-américaine et caribéenne, mais pendant deux cents années consécutives toutes les initiatives d'intégration furent manipulées par nos adversaires. Nous résumons une grande histoire. En 1826, vont se dissiper les deux projets clés du libérateur : le congrès Anficiónico de Panama, et le plan de libération des grandes Antilles des caraïbes. Il y a une connexion vitale entre eux. Bolivar a prévu depuis longtemps le tracé d'un canal de Panama, où, selon sa conception, « pourrait bien se situer la capitale du monde » Ce canal aurait donné la clé de la communication entre les océans Pacifique et Atlantique, en premier lieu, aux mains de la grande Colombie, et en définitive à celles de la confédération américaine qui se forgera précisément à Panama. Le domaine de ce prodigieux passage de communication entre les deux moitiés du monde aurait requis des Caraïbes indépendantes : Cuba, Porto Rico, Saint Domingue, Haïti et les petites Antilles libres, qui ne serviraient pas d'instrument à la sainte alliance, ni à aucune autre puissance pour bloquer la communication entre les mondes.

2

Les États Unis s'opposent à ce projet latino-américain et caribéen depuis bien avant la doctrine du destin manifeste : Cuba et les Antilles doivent tomber comme par attraction dans le pouvoir de la puissance du nord. Pour eux, la guerre d'indépendance de Cuba est intervenue en 1898 pour placer l'île sous le protectorat de l'amendement Platt, et Porto Rico sous la condition d'état libre associé, ce qui revient à dire, colonie ; une autre intervention des États Unis en 1903 favorise l'indépendance de Panama. Un peu avant, en 1890, commence aux États Unis le processus de création de l'Union panaméricaine, une organisation destinée à maintenir sous leur hégémonie les pays latino-américains et caribéens, dont le siège est significativement à Washington en 1905, et dont l'édifice plus significativement encore, est occupé par l'Organisation des États Américains depuis sa création en 1948. Les conférences inter-américaines servent donc depuis à légitimer les interventions des États Unis, comme celle qu'ils ont lancé contre le Guatemala en 1954. A partir de là, presque toutes les organisations d'intégration latino-américaines sont sous influence et sous financement, quand ne les dirige pas l'autorité États-unienne. Ainsi se sont écoulés deux siècles. Ce n'est qu'en 1991 que le Mercosur, constitué actuellement par l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay, le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur, pose un défi à l'hégémonie économique de la puissance du Nord.

3

Le président Hugo Chávez Frias proposa au 3ème sommet des chefs d'États et de gouvernements de l'association des États des Caraïbes, réalisé à Margarita en 2001, les principes directeurs d'une intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes basée sur la justice et la solidarité entre les peuples, sous le nom d'ALBA ou Alternative Bolivarienne pour les Amériques. Comme l'a souligné le dirigeant vénézuélien c'est l'heure de repenser et de réinventer les faibles et agonisants processus d'intégration sous-régionale et régionale, dont la crise est la plus claire manifestation de la carence d'un projet politique partagé. Heureusement, en Amérique latine et aux Caraïbes souffle un vent en faveur du lancement de l'ALBA comme un nouveau programme intégrateur qui ne se limite pas au simple fait commercial mais qui, sur nos bases historiques et culturelles communes, porte son regard jusqu'à l'intégration politique, sociale, culturelle, scientifique, technologique et physique »(Colussi Marcelo : Une alternative

réelle pour l'Amérique latine : de l'intégration néolibérale à l'intégration populaire et solidaire» Rébellion 30-03-2005).

4

Le premier pas de l'ALBA se concrétisa trois ans plus tard avec la souscription d'une déclaration sur l'ALBA » et d'un accord entre le président de la République Bolivarienne du Venezuela et le président du Conseil d'Etat de Cuba pour l'application de l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques à la Havane le 14 décembre 2004. Il y a dix ans, deux hommes se réunirent pour assumer les plans de l'intégration latino-américaine et caribéenne de nos héros sous «un projet politique partagé». Ce sont les leaders, notamment, du premier et du dernier de nos pays à obtenir leur indépendance. De la collaboration entre Fidel Castro Ruz et Hugo Chávez Fría surgit l'Alternative Bolivarienne pour notre Amérique, devenue aujourd'hui Alliance Bolivarienne des peuples d'Amérique. Ceci pourrait paraître un défi désespéré, comme celui des patriotes qui affrontèrent ce qui a été le plus grand empire du monde. Pour l'instant, l'ALBA est à l'aube de l'espérance. Sous son inspiration, en 2005 est rejetée l'ALCA , la zone de libre commerce pour les Amériques, qui prétendait réserver aux États Unis la circulation des marchandises avec la quatrième partie du monde. C'est la plus grande défaite de la grande puissance du nord, mais ce n'est pas la dernière.

5

Dans l'immédiat, l'aléa paraît se constituer en préambule, des organismes d'intégration telle que la communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) constituée en 2010 avec tous les pays américains à l'exception du Canada et des États Unis , une communauté de 33 pays latino-américains et caribéens, représentant 540 millions de personnes sur 20 millions de kilomètres carrés; une union régionale qui possède les plus grandes ressources naturelles du monde et qui pourrait être considérée dans son entier comme la troisième économie du monde. L'ALBA est le prologue de l'Union des Nations du sud (UNASUR) constituée en 2011 avec 14 pays d'Amérique du sud, le rêve de Bolívar d'une Amérique latine et des Caraïbes intégrés est en voie d'accomplissement.

6

L'ALBA pourrait paraître dépassée par ces unions colossales auxquelles elle a servi de prologue. Examinons quelques chiffres pour regarder la situation en perspective. L'ALBA est une union de neuf pays, plus deux en cours d'incorporation; presque le tiers des trente trois qui font partie de la vaste CELAC. Son territoire couvre au total 2.513.337 kilomètres carrés, un peu plus d'un dixième des 22.222.000 l'Amérique latine et les Caraïbes. Actuellement, la population de l'Alliance Bolivarienne est de 69.513.21 habitants; presque plus que la dixième partie des 605.353.428 qui peuplent au total notre Amérique.

7

Ces chiffres montrent un échantillon significatif caribéen et latino-américain. Dans les pays de la région Darcy Ribeiro a distingué entre les sociétés témoin, avec des groupes significatifs de la population liés aux langues et aux usages précolombiens, sociétés transplantées, dans lesquelles une majorité de descendants d'immigrants européens essaie d'imiter la culture du vieux monde, et des sociétés nouvelles, dans lesquelles le métissage ethnique et culturel infuse une puissante dynamique ouverte au changement, à la rénovation et par moments aux révolutions. Dans l'ALBA il y a au moins deux sociétés témoins , l'Équateur et la Bolivie, avec des pourcentages significatifs de populations indigènes qui conservent leurs cultures et leurs

manières de vivre. Le reste y compris Cuba, le Nicaragua, le Venezuela et les nations caribéennes, sont des sociétés nouvelles, avec des processus dynamiques de métissage et de transformation sociale. Ce n'est pas exceptionnel que dans au moins quatre d'entre elles avancent des processus révolutionnaires qui ont changé non seulement les ordres internes, mais également les orientations de la politique de la région.

8

La géographie de l'alliance est également significative. L'ALBA contient au moins trois pays andins : le Venezuela, l'Équateur et la Bolivie avec une participation dans les problèmes et opportunités que pose la région de la cordillère, quelques fois unis dans la Communauté Andine des Nations, aujourd'hui perturbée par les traités de libre commerce avec les États Unis. Ces trois pays sont aussi amazoniens, avec des territoires étendus, des ressources et des intérêts en Amazonie, qui comporte une part significative de la forêt tropicale, la biodiversité et les ressources hydriques de la planète. Trois d'entre eux, le Venezuela, l'Équateur et la Bolivie possèdent le potentiel non négligeable de ressources importantes d'énergies fossiles, gérées par des entreprises nationales ; le Venezuela dispose des plus grandes réserves de la planète. L'Équateur et le Nicaragua, appartiennent aux pays placés face au Pacifique, nouvel axe de l'économie mondiale, et un autre, la Bolivie maintient sa juste réclamation pour une sortie sur le dit Océan. Le Nicaragua détient une situation privilégiée avec des côtes sur l'Atlantique et la mer des Caraïbes : c'est le siège prévu pour un second canal interocéanique, dont l'importance stratégique et économique serait comparable à celui du Panama et casserait le domaine virtuel sur le passage entre océans jusqu'à présent exercé de forme directe ou indirecte par les États Unis. Le Honduras, membre de l'ALBA entre 2008 et 2009, présente également des sorties sur ces deux océans. Les autres pays de l'ALBA sont caribéens. Leurs votes ont été décisifs lors de différentes discussions conflictuelles dans les organismes internationaux. Leurs ports peuvent être d'énormes centres commerciaux si le second canal interocéanique amplifie et améliore le trafic maritime avec le Pacifique et avec les économies dominantes du monde, qui ont aujourd'hui des côtes sur cet océan.

9

Ceci repose le grand projet géopolitique de Bolivar. Un nouveau passage entre océans, au service de pays progressistes et producteurs d'énergie fossile situés stratégiquement entre deux masses d'eau constitue un bloc de pouvoir d'influence décisive dans la nouvelle configuration du monde. Lors de ces dix années, prêtant l'oreille aux appels répétés de Hugo Chávez Frias et des autres dirigeants de l'union, l'ALBA a intégré presque un pays par an. Ses relations avec les grandes organisations régionales : Mercosur, la Celac, Unasur sont plus que cordiales. L'ALBA est actuellement un facteur décisif dans les relations de l'hémisphère.

10

Si les pouvoirs économiques et stratégiques de l'ALBA sont indéniables, sa projection politique et culturelle n'est pas moins significative. Au moins dans quatre pays, à Cuba, en Bolivie, en Équateur et au Venezuela avancent des processus révolutionnaires qui ont ouvert des perspectives pour l'autonomie et l'indépendance de notre Amérique. Dans d'autres pays, le Honduras, l'avancée d'un processus progressiste fut interrompu par un brutal coup d'état, dirigé depuis la base états-unienne de Palmasola.

L'ALBA est l'exemple frappant que l'on peut promouvoir avec succès des projets révolutionnaires en démocratie, avec des avancées impressionnantes dans le champ économique et social et en rompant le blocus que l'impérialisme impose habituellement à de tels projets.

C'est un fait qu'il y a une symétrie entre les projets socialistes inclus dans l'ALBA et la politique extérieure que ceux-ci proposent dans leur alliance. Il serait trop long de détailler ses propositions, principes et résultats. Nous reprenons à peine quelques points basiques. Pour atteindre ses objectifs, l'ALBA est guidée par les principes et bases fondamentaux suivants :

- 1) le commerce et l'investissement ne doivent pas être des fins en soi, mais des instruments pour atteindre un développement juste et durable parce que la véritable intégration latino-américaine et caribéenne ne peut être la fille aveugle du marché, ni une simple stratégie pour élargir les marchés externes ou stimuler le commerce. Pour y parvenir, la participation effective de l'état est requise, comme régulateur et coordinateur de l'activité économique.
- 2) Traitement spécial et différencié, qui prenne en compte le niveau de développement des divers pays et la dimension de leur économie et qui garantisse l'accès de toutes les nations qui participent aux bénéfices tirés du processus d'intégration.
- 3) La complémentarité économique et la coopération entre les pays membres et non la compétition entre pays et productions, de telle sorte que se promeuve une spécialisation productive, efficiente et compétitive qui soit compatible avec le développement économique équilibré de chaque pays, avec les stratégies de lutte contre la pauvreté et avec la préservation de l'identité culturelle des peuples.
- 4) La coopération et la solidarité qui s'expriment dans les plans spéciaux pour les pays moins développés dans la région, qui incluent un plan continental contre l'alphabétisation, en utilisant des technologies modernes qui ont déjà été testées au Venezuela ; un plan latino-américain de traitement de santé gratuit pour les citoyens qui nécessitent de tels services et un plan de bourses d'études de caractère régional dans les zones de grand intérêt pour le développement économique et social.
- 5) Création du fonds d'urgence sociale proposé par le président Hugo Chávez au sommet des pays sud-américains, applaudi récemment à Ayacucho.
- 6) Développement intégrateur des communications et du transport entre les pays latino-américains et caribéens, qui comporte des plans conjoints de routes, chemins de fer, lignes maritimes et aériennes, télécommunications etc...
- 7) Actions pour concilier le soutien du développement au moyen de normes qui protègent le milieu ambiant, qui stimulent un usage rationnel des ressources et la prolifération de modèles de consommation inutiles et insensibles aux réalités de nos peuples.
- 8) L'intégration énergétique entre les pays de la région, qui garantit l'approvisionnement stable de produits énergétiques au bénéfice des sociétés latino-américaines et caribéennes, comme le promet la République Bolivarienne du Venezuela avec la création de Petroamérica.
- 9) Promotion du capital investissement latino-américain en Amérique latine et aux Caraïbes, avec l'objectif de réduire la dépendance des pays de la région des investisseurs étrangers. Pour eux se créeraient entre autres, un fonds latino-américain d'investissements, une banque de développement du sud, et la société de garanties réciproques latino-américaines.
- 10) Défense de la culture latino-américaine et caribéenne et de l'identité des peuples de la région, avec un particulier respect et promotion des cultures autochtones et indigènes. Création de la télévision du sud (TELESUR) comme instrument alternatif au service de la diffusion de nos réalités.
- 11) Mesures pour que les normes de propriété intellectuelle, qui protègent en même temps le patrimoine des pays latino-américains et caribéens face à la voracité des entreprises transnationales, ne se convertissent pas en un frein à la nécessaire coopération sur tous les terrains entre nos pays.

12) Coordination des positions dans la sphère multilatérale et dans les processus de négociation de toute sorte avec les pays et les blocs d'autres régions, y compris la lutte pour la démocratisation et la transparence dans les organismes internationaux, particulièrement aux Nations Unies et dans ses organismes.

En vertu de cela, l'ALBA s'organise en fonction d'un ensemble de principes directeurs, qui, cités in extenso, sont les suivants:

- 1) L'intégration néolibérale donne la priorité à la libéralisation du commerce et des investissements.
- 2) L'Alternative Bolivarienne pour l'Amérique latine (ALBA) est une proposition qui centre son attention sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- 3) Dans la proposition de l'ALBA on accorde une importance cruciale aux droits humains, du travail et de la femme, à la défense du milieu ambiant et à l'intégration physique.
- 4) Dans l'ALBA, la lutte contre les politiques protectionnistes et les subventions ruineuses des pays industrialisés ne peut nier le droit des pays pauvres de protéger leurs paysans et leurs producteurs agricoles.
- 5) Pour les pays pauvres où l'activité agricole est fondamentale, les conditions de vie de millions de paysans et d'indigènes se verraient affectés irréversiblement si survenait une inondation de biens agricoles importés, même dans les cas dans lesquels il n'existe pas de subvention.
- 6) La production agricole est beaucoup plus qu'une marchandise. C'est la base pour préserver les options culturelles, c'est une forme d'occupation du territoire, un type de relations défini en relation avec la nature, qui a à voir directement avec la sécurité et l'autosuffisance alimentaire. Dans ces pays l'agriculture est plutôt un mode de vie et ne peut être traitée comme n'importe quelle autre activité économique.
- 7) L'ALBA doit attaquer les obstacles à l'intégration à leur racine, à savoir :
 - a) la pauvreté de la majeure partie de la population
 - b) les profondes inégalités et asymétries entre pays
 - c) échange inégal et conditions inéquitables des relations internationales
 - d) le poids d'une dette inestimable
 - e) l'imposition des politiques d'ajustement structurel du FMI et de la banque mondiale et les règles rigides de l'organisation mondiale du commerce (OMC) qui sapent les bases du soutien social et politique
 - f) les obstacles pour avoir accès à l'information, la connaissance et la technologie qui dérivent des accords actuels de propriété intellectuelle ;
 - g) prêter attention aux problèmes qui affectent la consolidation d'une véritable démocratie, tels que la monopolisation des moyens de communication sociale.
- 8) Affronter la réforme de l'État qui apporte uniquement des réformes brutales de dérégulation, privatisation et de démolition des capacités de gestion publique.
- 9) Comme réponse à la dissolution brutale que souffrit celui-ci durant plus de dix ans d'hégémonie néolibérale, aujourd'hui s'impose le renforcement de l'État comme base dans la participation du citoyen dans les affaires publiques.
- 10) Il faut s'interroger sur l'apologie du libre commerce en soi, comme si, seul celui-ci suffisait pour garantir automatiquement les avancées jusqu'à des grands niveaux de croissance et de bien être collectif.
- 11) Sans une intervention claire de l'État destinée à réduire les disparités entre pays, la compétition libre entre inégalités ne peut conduire qu'au renforcement des plus forts au

détriment des plus faibles.

- 12) Approfondir l'intégration latino-américaine requiert un agenda économique défini par les États souverains, en dehors de toute influence néfaste des organismes internationaux(<http://www.alternativabolivariana.org>).

De ce qui précède, on peut conclure que l'ALBA n'est pas constituée de quelque manière que ce soit comme un espace libre d'obstacles pour l'action des forces du capital, mais comme un cadre dans lequel les états feront valoir leurs compétences comme représentants des peuples pour leur garantir les meilleures conditions pour un développement économique, social et culturel intégré. Et en effet, nous avons vu que la simple intégration commerciale produit irrémédiablement l'asservissement des économies de moindre taille et augmente celle des grandes et plus développées. L'implantation du TLC (traité du libre commerce) a signifié la subordination des économies du Canada et du Mexique à celle des États Unis ; la création de Mercosur a rapporté des avantages décisifs à l'économie brésilienne en comparaison de celle de l'Argentine, et ainsi de suite. Si l'Amérique latine et les Caraïbes veulent s'unir, elles doivent casser ce circuit dans lequel l'intégration signifie subordination et intensification des asymétries.

12

La réponse états-unienne ne se fait pas attendre. Marcelo Colussi cite l'expression de l'ex secrétaire d'État adjoint aux affaires de l'hémisphère occidental Otto Reich, qui en 2005 qualifia Fidel Castro et Chávez comme «les deux mauvais de l'Amérique latine» dans la revue de droite National Review» et spécifia « il y a une alliance de gauche et populiste dans la majeure partie de l'Amérique du sud. C'est une réalité que les politiciens des États Unis doivent affronter, et notre plus grand défi est de neutraliser l'axe Cuba-Venezuela» (Colussi Marcelo: ALBA: une alternative réelle pour l'Amérique latine: de l'intégration néolibérale à l'intégration populaire et solidaire» Rebelion 30-3-2005). Il a été impossible à l'empire pendant un demi siècle de neutraliser Cuba: il pourrait rencontrer plus difficile: neutraliser une alliance qui comprend la décisive puissance énergétique vénézuélienne, équatorienne et bolivienne et les puissantes forces sociales qui émergent dans le continent, qui en définitive pourraient consolider les potentialités restantes et latentes d'Amérique latine et des Caraïbes .